

Audience publique du 8 mars 2021

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 27, L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 45632 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 10 février 2021 par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Géorgie), de nationalité géorgienne, demeurant à L-..., tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 26 janvier 2021 de recourir à la procédure accélérée, de celle portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 17 février 2021 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport respectives à l'audience publique du 24 février 2021, et vu les remarques écrites de Maître Ardavan Fatholahzadeh et de Monsieur le délégué du gouvernement Felipe Lorenzo des 22 et 23 février 2021, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Le 3 décembre 2019, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section criminalité organisée - police des étrangers, dans un rapport du même jour.

A cette occasion il s'avéra, tel que confirmé par la comparaison de ses empreintes dactyloscopiques avec la base de données Eurodac, qu'il avait introduit des demandes de protection internationale en Suède le 5 février 2018, en Allemagne le 4 janvier 2019, en France le 21 mai 2019 et en Belgique le 26 août 2019.

Toujours le même jour, Monsieur ... fut encore entendu par un agent du ministère en vue de déterminer l'Etat membre responsable de l'examen de sa demande de protection internationale en vertu du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des

Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, ci-après désigné par « le règlement Dublin III ».

Par décision du 3 décembre 2019 lui notifiée en mains propres le même jour, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », prit à l'encontre de Monsieur ... un arrêté ordonnant son assignation à résidence à la structure d'hébergement d'urgence du Kirchberg (SHUK) pour une durée de trois mois.

Le 4 décembre 2019, les autorités luxembourgeoises contactèrent les autorités suédoises en vue de la reprise en charge de Monsieur ... sur base de l'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, demande qui fut acceptée par ces dernières suivant courrier électronique du 5 décembre 2019.

Par décision du 3 janvier 2020, le ministre informa Monsieur ... que le Grand-Duché de Luxembourg avait pris la décision de le transférer dans les meilleurs délais vers la Suède sur base de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 et des dispositions de l'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III.

Par décision du 2 mars 2020, le ministre prorogea l'assignation à résidence de Monsieur ... à la SHUK pour une durée de trois mois.

Par courrier du 5 juin 2020, le ministre informa Monsieur ... que la décision de transfert du 3 janvier 2020 était rapportée et que le Luxembourg était devenu responsable pour l'examen de sa demande de protection internationale au motif que le transfert vers la Suède n'a pas pu être exécuté dans le délai prévu par l'article 29, paragraphe (2) du règlement Dublin III.

Par décision du 2 juin 2020 lui notifiée en mains propres le même jour, le ministre prorogea l'assignation à résidence de Monsieur ... à la SHUK pour une durée de trois mois.

Par décision du 8 juin 2020 lui notifiée en mains propres le même jour, le ministre rapporta l'assignation à résidence à la SHUK de Monsieur

Suivant un acte d'écrou émis par le Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig en date du 7 décembre 2020, Monsieur ... fut condamné à une peine d'emprisonnement de 18 mois, dont 12 mois avec sursis, pour rébellion munie d'armes et pour vol qualifié, ladite peine ayant pris effet en date du 11 juillet 2020 et s'étant terminée le 6 janvier 2021.

En date du 23 décembre 2020, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 26 janvier 2021, notifiée à l'intéressé le 27 janvier 2021, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », résuma les déclarations de Monsieur ... comme suit :

« [...] En mains le rapport du Service de Police Judiciaire et le rapport d'entretien Dublin III du 3 décembre 2019, le rapport de police du 13 juillet 2020, le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 23 décembre 2020 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale, ainsi que les documents versés à l'appui de votre demande.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous avez introduit des demandes de protection internationale en Suède, le 5 février 2018, en Allemagne le 1^{er} janvier 2019, en France, le 21 mai 2019 et en Belgique, le 26 août 2019.

Vous êtes en outre fiché en Allemagne pour « besonders schwerem Diebstahl (2x) und mehrfachem Erschleichen von Leistungen aus 2019 » ainsi que pour « 5 nationale Fahndungen zur Aufenthaltsermittlung » dans différentes villes d'Allemagne. Vous signalez qu'après avoir vécu pendant un an en Suède et avoir reçu une réponse négative à votre demande de protection internationale, vous avez successivement introduit des demandes de protection internationale en Allemagne, en France et en Belgique, qui auraient à chaque fois été refusées. Vous ne seriez plus retourné en Géorgie jusqu'à votre arrivée au Luxembourg. Vous auriez quitté la Géorgie à cause de « politischen Probleme, ich habe Hepatitis C und brauche Hilfe ».

A noter qu'il ressort encore du rapport de police du 13 juillet 2020, qu'en date du 10 juillet 2020, vous avez été observé lors d'un vol à l'étalage avant de menacer deux employés du magasin avec un cutter. Après l'intervention d'un policier se trouvant par hasard sur place, vous avez d'abord continué à proférer des menaces avant d'être finalement immobilisé et arrêté. Vous avez par la suite refusé de dire le moindre mot lors de votre interrogatoire par la police. Le 11 juillet 2020, vous avez été incarcéré au Centre pénitentiaire et le 29 octobre 2020, vous avez été condamné à une peine de prison de 18 mois dont douze avec sursis pour rébellion avec armes et vol qualifié. Le 6 janvier 2021, vous avez été libéré.

Il résulte ensuite de vos déclarations auprès de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes que vous seriez célibataire et originaire de ..., où vous auriez vécu « officiellement » avec un ami, tandis que vous auriez vécu « inofficiellement » dans le village de « ... » auprès d'un autre ami.

Vous avez introduit une demande de protection internationale parce que vous auriez connu des « problèmes politiques » en Géorgie depuis que le « nouveau gouvernement » du « rêve géorgien » serait venu au pouvoir en 2012. Vous dites qu'une douzaine de membres de ce parti aurait été au courant que vous seriez un supporter du « vieux parti national ». Ainsi, en 2015 et 2016, la vie serait devenue « insupportable » en Géorgie, alors que vous auriez alors été impliqué dans des bagarres avec des membres du « rêve géorgien », en précisant que « Die Polizei musste mich festnehmen » (p. 3 du rapport d'entretien). Vous auriez alors déménagé dans ledit village chez votre ami mais vous n'auriez pas pu vous y enregistrer ou y trouver un travail. Ainsi, vous auriez travaillé de façon non déclarée pour votre oncle en tant que peintre.

Vous précisez qu'en 2017, vous auriez pris la décision de quitter la Géorgie parce qu'il ne vous aurait plus été possible d'y travailler et que vous n'auriez plus possédé de maison depuis la mort de vos parents, décédés en 2000 et 2006. Vous seriez d'avis que personne n'aurait voulu vous engager parce que tout le monde serait au courant que vous auriez soutenu le « vieux parti ». En plus, lors des élections parlementaires de 2017, vous, votre oncle et votre neveu auriez été menacés et agressés par des policiers qui vous auraient conduits hors de ..., pour vous faire comprendre que vous devriez quitter votre village à cause de votre soutien du « vieux parti ».

Vous ajoutez être atteint d'hépatite et ne pas avoir eu accès aux soins en Géorgie à cause du « nouveau parti » au pouvoir et à cause de la corruption.

Vous ne présentez aucune pièce d'identité et prétendez d'un côté avoir remis votre passeport aux autorités allemandes et de l'autre côté l'avoir perdu en Belgique. Vous versez des copies de diverses pièces en flamand établies par les autorités belges dans le cadre de votre protection internationale introduite en Belgique. [...] ».

Le ministre informa ensuite Monsieur ... qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se basant sur les dispositions de l'article 21, paragraphe (1), sous a), b) et j) de la loi du 18 décembre 2015 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 février 2021, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation 1) de la décision précitée du ministre du 26 janvier 2021 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, 2) de la même décision du ministre dans la mesure où elle refuse de faire droit à sa demande de protection internationale et 3) de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision.

Etant donné que l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions du ministre de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale prises dans ce cadre et contre l'ordre de quitter le territoire prononcé dans ce contexte, et attribue compétence au président de chambre ou au juge qui le remplace pour connaître de ce recours, la soussignée est compétente pour connaître du recours en réformation ainsi introduit.

Le recours en réformation est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... expose les faits et rétroactes gisant à la base des décisions déferées, en reprenant, en substance, ses déclarations telles qu'actées lors de son audition par un agent du ministère en date du 23 décembre 2020 et telles que résumées par le ministre dans la décision litigieuse.

En ce qui concerne la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, le demandeur conteste la conclusion ministérielle selon laquelle il rentrerait dans le champ d'application de l'article 21, points a) et b) de la loi du 18 décembre 2015. Le ministre aurait ainsi commis une fausse application de la loi, sinon une erreur manifeste d'appréciation des faits, alors que le son départ aurait été motivé par la crainte constante d'être persécuté par le parti politique « *Ozneva* » sinon par les autorités géorgiennes.

Ces faits seraient, de par leur nature et leur gravité, d'une pertinence manifeste en ce qui concerne l'obtention du statut de réfugié, sinon en ce qui concerne la protection subsidiaire. Il fait valoir que ces mêmes faits seraient l'expression de formes diverses de persécutions notamment en raison de son appartenance au parti national de Géorgie, respectivement au parti « *Mouvement National Uni* ».

Il fait encore valoir que les conflits liés aux élections perdues de son parti politique en 2012 et les conséquences qui s'en seraient suivies à l'encontre des membres du parti l'auraient conduit à quitter son pays d'origine, tel que cela ressortirait clairement de ses déclarations

auprès du ministère. Il souligne que son départ aurait été motivé par la crainte constante de se faire persécuter par la population, respectivement par les membres du parti « *Ozneva* », voire par les autorités géorgiennes, tout en estimant que ces faits soulèveraient des questions pertinentes, contrairement aux conclusions du ministre, et ne rentreraient ainsi pas dans le champ d'application des dispositions visées à l'article 27 points a) et b) de la loi du 18 décembre 2015.

A ce titre, il renvoie à ses déclarations telles qu'actées lors de son audition par un agent du ministère compétent selon lesquelles « *Es kam immer wieder zu Streitigkeiten mit den „Oznev“ Mitgliedern (Georgischer Traum), dieser Partei. Wegen der neuen Partei, dem „Georgischen Traum“. In Georgien gibt es andere Verhältnisse, jeder kennt jeden. Weil ich mich für die alte Partei eingesetzt habe und alle das wussten, konnte ich nirgends arbeiten. Jeder hat mir abgesagt, offiziell konnte ich mich nicht anmelden. Ich wurde auf eine fiktive Warteliste gesetzt und kam nie dran.* », pour conclure que ces craintes seraient liées aux critères de fond définis par la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, ci-après désignée par « la Convention de Genève », de même que par la loi du 18 décembre 2015, le demandeur insistant qu'il aurait des raisons évidentes de craindre pour sa vie.

Le demandeur soutient en outre remplir les conditions posées par l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 de nature à justifier la reconnaissance d'un statut de protection subsidiaire dans son chef. Ainsi, il estime que suite à la victoire du parti politique « *Ozneva* », il n'aurait pas pu rechercher la protection des autorités géorgiennes, respectivement d'une entité étatique, au motif qu'il serait considéré comme opposant politique du prédit parti politique. Dans la crainte permanente de voir les menaces se réaliser, il aurait ainsi décidé de quitter le pays et venir demander une protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg.

Il se demande ensuite quelles garanties procédurales il pourrait obtenir afin de garantir des droits de la défense et son droit à un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH ».

Partant, sa situation personnelle démontrerait à suffisance que l'Etat géorgien ne serait pas apte à garantir une sécurité suffisante à ses ressortissants.

En ce qui concerne le refus de lui accorder une protection internationale et plus particulièrement le statut de réfugié, le demandeur donne à considérer qu'il connaîtrait de réelles craintes de persécutions en raison de son appartenance à un groupe social, respectivement en raison de ses opinions politiques conformément à l'article 43 de la loi du 18 décembre 2015.

Le demandeur fait ensuite valoir que les faits exposés par lui démontreraient que la Géorgie ne serait pas garant des libertés ni des droits fondamentaux de l'Homme, dans son chef, en raison des conflits liés aux deux partis politiques lesquelles revendiqueraient chacun la victoire, tout en s'appuyant sur un article publié le 1^{er} novembre 2020 sur le site internet du journal « *Le Monde* », intitulé « *La Géorgie au bord de la crise politique après les élections législatives* ».

En conclusion, le demandeur soutient que contrairement à l'argumentation ministérielle, il remplirait les conditions pour se voir octroyer le statut de réfugié politique, alors qu'il aurait fait l'objet de violations graves et répétées des droits de l'Homme dans son

pays d'origine, de sorte que la nature des persécutions ainsi subies devrait quant à elle être regardée comme le résultat de violences au sens des articles 42, paragraphes (1) et (2) de la loi du 18 décembre 2015.

En ce qui concerne sa demande en obtention d'une protection subsidiaire, le demandeur conclut à une violation de l'article 48, point b) de la loi du 18 décembre 2015. Il fait valoir à cet égard que le caractère réel de la crainte fondée de subir des atteintes graves serait démontré par son dossier administratif, alors qu'il aurait, d'ores et déjà, dû souffrir d'atteintes graves qui l'auraient poussées à fuir définitivement la Géorgie. Cette crainte constante qu'elles se réalisent constituerait un véritable traitement inhumain, sinon dégradant au sens de l'article 3 de la CEDH, article qui ne serait susceptible d'aucune dérogation conformément à l'article 15, paragraphe (2) de la CEDH.

L'absence de protection à son égard constituerait de par son caractère répété et son accumulation une atteinte à ses droits fondamentaux, notamment à son droit de ne pas être soumis à des traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH et à son droit de circuler librement au sens de l'article 2 du protocole additionnel n°4 à la CEDH.

Le demandeur estime que ces faits seraient constitutifs d'actes de persécutions au sens de l'article 42, paragraphe (1), point b) de la loi du 18 décembre 2015 en ce qu'ils constitueraient une accumulation de diverses mesures qui se seraient succédées de manière répétitive avant la fuite de son pays d'origine et qui auraient sans doute continué s'il n'y était pas parti.

Il donne à considérer qu'il serait de droit que même si les faits invoqués ne relevaient pas de la Convention Genève, ils pourraient toutefois relever de la protection subsidiaire.

Les faits avancés par lui seraient, par ailleurs, constitutifs d'« *actes des persécutions* » au sens de l'article 42, paragraphe (2), points a) et b) de la loi du 18 décembre 2015 puisqu'il serait victime de violences mentales, alors qu'il devrait se conformer à l'ordre d'enrôlement des policiers réservistes. Il ajoute qu'il aurait fait l'objet de violences graves et répétés de ses droits de l'homme dans son pays d'origine.

Il estime qu'il aurait établi une crainte fondée d'être « persécuté » dans son pays d'origine au sens de l'article 1^{er}, section 1, paragraphe (2) de la Convention de Genève ainsi que des articles 41 et 42 de la loi précitée du 18 décembre 2015, respectivement une crainte d'être victime de traitements inhumains et dégradants, de sorte qu'il aurait dû prendre la fuite afin de se protéger sans qu'il ne puisse se prévaloir d'une protection auprès des autorités nationales.

S'agissant de la question de savoir si les « *motifs des actes de persécution* » dont il se dit victime sont liés à une appartenance à un groupe social au sens de l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015, le demandeur se réfère à la disposition de l'article 43, points a), b), d) et e) de la même loi, pour conclure qu'il aurait été victime de persécutions motivées par son appartenance, respectivement ses opinions politiques.

Le demandeur poursuit qu'il s'exposerait encore en cas de retour dans son pays d'origine à des atteintes graves au sens de l'article 48 de la même loi.

Il conclut à la réformation de l'ordre de quitter le territoire comme conséquence de la réformation du refus d'une protection internationale.

Finalement, le demandeur fait valoir dans le seul dispositif de la requête introductive d'instance, d'une part, que le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 », ne serait pas conforme à l'article 3 de la Convention de Genève, ni aux « *dispositions communautaires (directive 005/85/CE, article 30, paragraphe 1 et 5* » et, d'autre part, que la Géorgie ne pourrait être regardée comme présentant les caractéristiques permettant son inscription sur la liste des pays sûrs au sens de l'article 1, paragraphe 1 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, précité.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours, pris en son triple volet.

Il se dégage de l'alinéa 2 de l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, qui dispose que « *Si le président de chambre ou le juge qui le remplace estime que le recours est manifestement infondé, il déboute le demandeur de sa demande de protection internationale. Si, par contre, il estime que le recours n'est pas manifestement infondé, il renvoie l'affaire devant le tribunal administratif pour y statuer* », qu'il appartient au magistrat, siégeant en tant que juge unique, d'apprécier si le recours est manifestement infondé. Dans la négative, le recours est renvoyé devant le tribunal administratif siégeant en composition collégiale pour y statuer.

A défaut de définition contenue dans la loi du 18 décembre 2015 de ce qu'il convient d'entendre par un recours « *manifestement infondé* », il appartient à la soussignée de définir cette notion et de déterminer, en conséquence, la portée de sa propre analyse.

Il convient de prime abord de relever que l'article 35, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015 dispose que l'affaire est renvoyée ou non devant le tribunal administratif selon que le recours est ou n'est pas manifestement infondé, de sorte que la notion de « *manifestement infondé* » est à apprécier par rapport aux moyens présentés à l'appui du recours contentieux, englobant toutefois nécessairement le récit du demandeur tel qu'il a été présenté à l'appui de sa demande et consigné dans le cadre de son rapport d'audition.

Le recours est à qualifier comme manifestement infondé si le rejet des différents moyens invoqués s'impose de manière évidente, en d'autres termes, si les critiques soulevées par le demandeur à l'encontre des décisions déferées sont visiblement dénuées de tout fondement. Dans cet ordre d'idées, il convient d'ajouter que la conclusion selon laquelle le recours ne serait pas manifestement infondé n'implique pas pour autant qu'il soit nécessairement fondé. En effet, dans une telle hypothèse, aux termes de l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, seul un renvoi du recours devant une composition collégiale du tribunal administratif sera réalisé pour qu'il soit statué sur le fond dudit recours.

1) Quant au volet du recours dirigé contre la décision de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée

Il échet de relever que la décision ministérielle déferée est fondée sur les points a), b) et j) de l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, qui disposent que « *Sous réserve des articles 19 et 21, le ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans les cas suivants:*

a) le demandeur, en déposant sa demande et en exposant les faits, n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ; ou

b) le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 30 de la présente loi ; ou

[...]

j) il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou le demandeur a fait l'objet d'une décision d'éloignement forcé pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public au regard de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ».

Il s'ensuit qu'aux termes de l'article 27, paragraphe (1), points a), b) et j) de la loi du 18 décembre 2015, le ministre peut statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale par voie de procédure accélérée s'il apparaît que les faits soulevés lors du dépôt de la demande sont sans pertinence au regard de l'examen de cette demande ou si le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 30 de la même loi ou encore si le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public.

Les conditions pour pouvoir statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée étant énumérées à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015 de manière alternative et non cumulative, le fait qu'une seule des conditions soit valablement remplie justifie la décision ministérielle à suffisance.

La soussignée est dès lors amenée à analyser si les moyens avancés par le demandeur à l'encontre de la décision du ministre de recourir à la procédure accélérée sont manifestement dénués de tout fondement, de sorte que leur rejet s'impose de manière évidente ou si les critiques avancées par ce dernier ne permettent pas d'affirmer en l'absence de tout doute que le ministre a valablement pu se baser sur l'article 27, paragraphe (1), points a), b) et j) de la loi du 18 décembre 2015 pour analyser la demande de protection internationale lui soumise dans le cadre d'une procédure accélérée, de sorte que le recours devra être renvoyé devant une composition collégiale du tribunal administratif pour statuer sur ledit recours.

Concernant plus particulièrement le point b) de l'article 27, paragraphe (1) précité, visant l'hypothèse où le demandeur provient d'un pays d'origine sûr, il convient de relever qu'un pays est à considérer comme sûr au sens de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015 dans les conditions suivantes : « (1) Un pays tiers désigné comme pays d'origine sûr conformément au paragraphe (2) ne peut être considéré comme tel pour un demandeur déterminé, après examen individuel de la demande introduite par cette personne que si le demandeur est ressortissant dudit pays ou si l'intéressé est apatride et s'il s'agit de son ancien pays de résidence habituelle, et si ce demandeur n'a pas fait valoir de raisons sérieuses permettant de penser qu'il ne s'agit pas d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle, compte tenu des conditions requises pour prétendre au statut de bénéficiaire d'une protection internationale.

(2) Un règlement grand-ducal désigne un pays comme pays d'origine sûr s'il est établi qu'il n'y existe généralement et de façon constante pas de persécution au sens de la Convention de Genève en s'appuyant sur un éventail de sources d'information, y compris notamment des informations émanant d'autres Etats membres du BEAA, du HCR, du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales compétentes.

Les critères suivants seront pris en considération pour la désignation d'un pays comme pays d'origine sûr :

a) l'observation des droits et libertés prévus par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international des droits civils et politiques ou la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

b) le respect du principe de non-refoulement prévu par la Convention de Genève ;

c) la prévision d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés.

La situation dans les pays tiers désignés comme pays d'origine sûrs conformément au présent paragraphe est régulièrement examinée par le ministre ».

En l'espèce, le ministre a conclu que le demandeur provient d'un pays sûr, à savoir la Géorgie.

Il n'est pas contesté que le demandeur a la nationalité géorgienne et il est constant en cause que le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, tel que modifié par la suite, a désigné la Géorgie comme pays d'origine sûr.

Il convient toutefois de relever qu'au vu du libellé de l'article 30, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, le fait qu'un règlement grand-ducal désigne un pays comme sûr n'est pas suffisant pour justifier à lui seul le recours à une procédure accélérée, étant donné que cette disposition oblige le ministre, nonobstant le fait qu'un pays ait été désigné comme pays d'origine sûr par règlement grand-ducal, à procéder, avant de pouvoir conclure que le demandeur provient d'un pays d'origine sûr, à un examen individuel de sa demande de protection internationale, et qu'il incombe, par ailleurs, au ministre d'évaluer si le demandeur de protection internationale ne lui a pas soumis des raisons sérieuses permettant de penser qu'il ne s'agit pas, dans son chef, d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle et cela compte tenu des conditions requises pour prétendre à une protection internationale.

Il y a partant lieu d'analyser si, conformément à l'article 30, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015, le demandeur a soumis des raisons sérieuses permettant de penser que la Géorgie n'est pas un pays d'origine sûr dans son chef compte tenu de sa situation individuelle et de vérifier si ces raisons ont été appréciées par le ministre à leur juste mesure.

En l'espèce, l'analyse de la situation décrite par le demandeur lors de son audition ainsi qu'au cours de la présente instance, ne permet cependant pas à la soussignée d'en dégager des éléments convaincants pour renverser la présomption se dégageant de l'inscription de son pays d'origine sur la liste des pays sûrs et pour pouvoir conclure en conséquence à l'illégalité de la décision déférée.

La soussignée relève, en effet, que le demandeur n'a apporté aucune raison valable de penser que la situation générale en Géorgie soit telle que ses droits les plus élémentaires seraient bafoués en cas de retour dans son pays d'origine sans que les autorités de ce pays ne puissent, respectivement ne veuillent lui fournir une protection appropriée.

Cette conclusion ne saurait être énervée par l'article publié sur le site internet « *leMonde.fr* » le 1^{er} novembre 2020, intitulé « *La Géorgie au bord de la crise politique après les élections législatives* » dont se prévaut le demandeur, et plus particulièrement par l'extrait cité par celui-ci dans sa requête introductive d'instance, dans la mesure où celui-ci ne décrit que très vaguement que selon des résultats encore provisoires, le parti au pouvoir, Rêve géorgien, aurait remporté les élections législatives en Géorgie le 1^{er} novembre 2020 avec 48% des voix contre 45,5% à l'opposition, en l'occurrence le parti Mouvement National Uni, et que tous deux revendiqueraient la victoire, alors que les sondages de sortie des urnes auraient donné des résultats contradictoires, mais il ne saurait suffire à en tirer des conclusions pour le cas concret du demandeur.

Par ailleurs, force est de constater que le demandeur ne fait état de manière plausible d'aucun événement de son vécu personnel, à le supposer avéré, qui permettrait de renverser la présomption selon laquelle la Géorgie est un pays d'origine sûr dans son chef.

La soussignée constate qu'il résulte des déclarations du demandeur faites par devant l'agent de la direction de l'Immigration que ses problèmes auraient commencé à partir de 2012 « *als die neue Regierung an die Macht kam. Ich habe nämlich die alte nationale Partei unterstützt, die „Nationale Partei“ [...] 2016 wurde das Leben unerträglich für mich.* » et qu'en cas de retour en Géorgie, il craint que « *Solange diese Partei an der Macht ist, werde ich wieder unterdrückt und verfolgt, Ich habe auch Hepatitis C, ich wurde wegen dieser neuen Partei daran gehindert in Georgien behandelt zu werden, Es ist alles korrupt dort.* »¹ et que « *Es gab Handgreiflichkeiten mit den Parteimitgliedern der neuen Partei. Die Polizei musste mich festnehmen* »². Il ressort encore des déclarations du demandeur faites lors de son audition par l'agent de la direction de l'Immigration qu'il aurait été poursuivi par 12 à 15 personnes non autrement identifiées, tout en précisant que « *Alle gehörten der neuen Partei an oder ich vermute diese, da sie Propaganda für diese Partei betrieben* »³.

Il aurait encore été menacé par des agents de police qui l'auraient conduit en dehors de ..., le demandeur ajoutant que « *Sie wurden handgreiflich und verlangten von mir das Dorf zu verlassen. Sie sagten ich solle verschwinden, da ich die alte Partei unterstütze. Jeder kannte sich ja, dies hat sich alles jahrelang so aufgebaut. Es tut mir leid, ich habe psychische Probleme.* »⁴.

Or, à la lecture des déclarations faites par le demandeur tant devant la police que devant les services du ministère, le constat s'impose que ses déclarations sont essentiellement vagues, surtout quant à son rôle joué au sein du parti politique « *Mouvement National Uni* » ou encore quant aux difficultés concrètes qu'il aurait rencontrées et par rapport auxquelles pourrait se poser la question de savoir si la Géorgie est un pays sûr dans son chef.

¹ Rapport d'entretien, p.4.

² Rapport d'entretien, p.3.

³ Rapport d'entretien, p.4.

⁴ Rapport d'entretien, p.3.

A cet égard, la soussignée relève encore que si le demandeur déclare avoir été victime de violences mentales alors qu'il refuserait de se conformer à l'ordre d'enrôlement des policiers réservistes, il n'a, à aucun moment, lors de son audition fait état d'un ordre d'enrôlement comme policier réserviste, ni n'a-t-il donné à l'appui du recours une quelconque explication quant à un incident concret qu'il entend qualifier de violence mentale, ni n'a-t-il expliqué dans quel contexte et quand il aurait reçu un ordre d'enrôlement. Dans ces circonstances, la soussignée est amenée à conclure que ces affirmations ne remettent manifestement pas en question la présomption selon laquelle la Géorgie est un pays d'origine sûr dans son chef.

Par ailleurs, et indépendamment de la crédibilité et de la gravité des seuls incidents concrets dont fait état le demandeur, à savoir une bagarre avec les membres « *der neuen Partei* », les intimidations provenant de 12 à 15 personnes, non autrement identifiées, et des menaces proférées à son encontre par des policiers à une seule reprise, il y a lieu de retenir qu'il n'est pas établi que la situation en Géorgie est telle que le demandeur ne pourrait pas bénéficier d'une protection des autorités de son pays d'origine.

En effet, sur question afférente, le demandeur a indiqué qu'à aucun moment, il n'aurait déposé une plainte auprès de la police ou auprès d'une quelconque autre autorité étatique de son pays d'origine, et ce, au motif que « *Es hätte keinen Sinn gehabt, ich hätte noch mehr Probleme bekommen* »⁵.

Or, si le dépôt d'une plainte n'est certes pas une condition légale, un demandeur ne saurait cependant, in abstracto, conclure à l'absence de protection, s'il n'a pas lui-même tenté formellement d'obtenir une telle protection. En effet, il faut en toute hypothèse que l'intéressé ait tenté d'obtenir la protection des autorités de son pays pour autant qu'une telle tentative paraisse raisonnable en raison du contexte. Cette position extensive se justifie au regard de l'aspect protectionnel du droit international des réfugiés qui consiste à substituer une protection internationale là où celle de l'État fait défaut : une telle demande de protection adressée aux autorités policières et judiciaires prend, en présence de menaces et d'actes de violence, communément la forme d'une plainte.

Par ailleurs, la soussignée constate encore que le demandeur est resté en défaut de fournir des raisons valables permettant de justifier son inaction, à supposer que les quelques incidents dont il fait état sont avérés.

S'agissant des déclarations du demandeur suivant lesquelles les autorités géorgiennes ne seraient pas enclines à lui apporter une protection au motif qu'il refuserait le régime mis en place par le parti politique « *Ozneva* » et de sa « *crainte de voir les menaces se réaliser* », outre le fait que le demandeur est resté en défaut d'expliquer concrètement les menaces qu'il auraient subies, et même dans l'hypothèse d'un comportement négatif d'un ou de plusieurs policiers, la soussignée constate que suivant les explications fournies par la partie étatique, pièces à l'appui, il existe des instances supérieures auxquelles la population peut s'adresser si elle estime que ses droits ne seraient pas respectés ou pour déposer plainte contre des éventuels abus de pouvoir des forces de l'ordre, dont notamment le ministère des Affaires intérieures, la Direction de l'inspection générale ou encore l'Ombudsman, tel que cela se dégage du rapport de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada de mars 2015, intitulé « *Géorgie : information sur la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet d'un crime à la police; les exigences et la marche à suivre pour obtenir un rapport de police, y compris*

⁵ Rapport d'entretien, p.4.

depuis l'étranger; l'efficacité de la réponse policière aux plaintes; les recours à la disposition des victimes lorsque la police refuse d'enregistrer une plainte concernant un crime ou de faire enquête, y compris l'efficacité de ces mécanismes (2014-mars 2015) », cité par la partie étatique, ce qu'il est cependant resté en défaut de faire, sans fournir de raisons valables permettant de justifier son inaction, ses reproches généraux de corruption adressés aux institutions géorgiennes sans mise en relation avec son vécu étant en tout état de cause insuffisants pour retenir un refus de la part des autorités albanaises d'intervenir qui, à défaut de plainte de la part de Monsieur ... lui-même, ont été concrètement mises dans l'impossibilité d'accomplir ses missions.

A cela s'ajoute qu'il ressort d'un rapport de la Commission européenne intitulé « *Rapport de l'UE : la Géorgie proregresse dans la mise en œuvre de son programme d'association* », publié le 29 novembre 2017 et cité par le délégué du gouvernement, que la Géorgie, qui est par ailleurs signataire de la CEDH depuis 1999, a fait des progrès importants au niveau du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit par des profondes réformes de son système politique et judiciaire.

Dans ces conditions, la soussignée retient qu'il n'est manifestement pas établi en l'espèce que les autorités géorgiennes ne voudraient ou ne pourraient pas fournir au demandeur une protection appropriée par rapport aux agissements d'individus non autrement déterminés dont il fait état.

Cette conclusion n'est pas infirmée par la déclaration du demandeur que des policiers lui aurait ordonné de quitter la ville de ... alors qu'il aurait soutenu « *die alte Partei* », un tel incident isolé, à le supposer avéré, n'étant pas de nature à retenir que le demandeur ne saurait prétendre à une protection de la part des autorités géorgiennes, respectivement d'une autre entité étatique de son pays d'origine, le comportement peu professionnel d'un ou de plusieurs policiers isolés à une seule occasion ne peut être considéré comme représentatif du système policier, ainsi que du bon fonctionnement de la police géorgienne dans son intégralité. Dans ces circonstances, le tribunal retient qu'il n'est pas établi que cet incident serait une expression de la politique étatique de la Géorgie ou orchestré, voire toléré par les autorités géorgiennes.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le demandeur n'est manifestement pas fondé à soutenir que la Géorgie ne serait pas à considérer comme pays d'origine sûr compte tenu de sa situation particulière.

S'agissant de la demande formulée au seul dispositif de la requête introductive d'instance, tendant à voir « *dire que les dispositions du [règlement grand-ducal du 21 décembre 2007] ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 3 de la Convention de Genève, mais également aux dispositions communautaires (directive 2005/85/CE, article 30, paragraphe[s] 1 et 5)* », il convient de retenir qu'il s'agit d'une demande non motivée ni soutenue effectivement, ni précisée, de sorte que le tribunal, lequel n'est pas appelé à suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, rejette ladite demande.

Dans ces circonstances, la soussignée est amenée à conclure que le recours en ce qu'il est dirigé contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée est à déclarer manifestement infondé, en ce sens que le demandeur n'a manifestement fourni aucune raison sérieuse permettant de retenir que compte tenu de sa situation personnelle et compte tenu des conditions requises pour prétendre au statut de bénéficiaire d'une protection

internationale, la Géorgie, inscrit sur la liste des pays d'origine sûr conformément au règlement grand-ducal du 19 juin 2013, ne constitue pas un pays d'origine sûr dans son chef, sans qu'il n'y ait lieu d'examiner les contestations du demandeur quant à l'application des points sa) et j) de l'article 27, paragraphe (1), points a) et j) de la loi du 18 décembre 2015, cet examen devenant surabondant.

Il s'ensuit que le recours en réformation contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée est à rejeter comme étant manifestement non fondé

2) Quant au recours en réformation de la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

La soussignée relève qu'aux termes de l'article 2, point h) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2, point f) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner, et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 45* ».

L'octroi du statut de réfugié est notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 précités de la loi du 18 décembre 2015, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs que dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 40 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

S'agissant du statut conféré par la protection subsidiaire, aux termes de l'article 2, point g) de la loi du 18 décembre 2015, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* », l'article 48 de la même loi énumérant, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il suit de ces dispositions, ensemble celles des articles 39 et 40 de la même loi cités ci-

avant, que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48, précité, de la loi du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précités, de l'article 48, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015 retient qu'est un réfugié une personne qui « craint avec raison d'être persécutée », tandis que l'article 2, point g) de la même loi définit la personne pouvant bénéficier du statut de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « des motifs sérieux et avérés de croire que », si elle était renvoyée dans son pays d'origine, elle « courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48 », de sorte que ces dispositions visent une persécution, respectivement des atteintes graves futures sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté ou qu'il ait subi des atteintes graves avant son départ dans son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, les persécutions ou atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies instaurent une présomption réfragable que de telles persécutions ou atteintes graves se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine aux termes de l'article 37, paragraphe (4), de la loi du 18 décembre 2015, de sorte que, dans cette hypothèse, il appartient au ministre de démontrer qu'il existe de bonnes raisons que de telles persécutions ou atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra porter en définitive sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté ou de subir des atteintes graves qu'il encourrait en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, force est de constater que les déclarations vagues et générales, non étayées, fournies par le demandeur ne permettent manifestement pas de retenir qu'il risque des persécutions, respectivement des atteintes graves en cas de retour de son pays d'origine.

Par ailleurs, en ce qui concerne les seuls incidents plus concrets mis en avant par le demandeur lors de son entretien auprès de la direction de l'immigration, à savoir la bagarre avec des prétendus membres du « *rêve géorgien* », l'agression dont il déclare avoir été victime de la part d'agents de police, non autrement identifiés, lors des élections parlementaires de 2017, et la poursuite de la part de 12 à 15 personnes, non autrement identifiés, il y a lieu de rappeler, tel que cela a été retenu ci-avant, que le demandeur n'a manifestement pas établi que les autorités de son pays d'origine ne sont pas disposées ou capables de lui fournir une protection contre les problèmes dont il fait état, cela indépendamment de la crédibilité de ses déclarations et de la gravité des faits de leur qualification, de sorte qu'au moins une des conditions d'octroi du statut de réfugié respectivement de celui conféré par la protection subsidiaire ne se trouve manifestement pas remplie.

Si, dans son recours, le demandeur fait encore état de violences mentales, au motif qu'il aurait contrevenu à son devoir de se conformer à un ordre d'enrôlement des policiers réservistes, force est de constater qu'il n'a pas mentionné lors de ses auditions un ordre ou des difficultés qu'il aurait rencontrés de ce fait. Pareillement, il n'a pas expliqué dans le cadre de la présente procédure des difficultés concrètes qu'il aurait rencontrées à cet égard, la seule référence vague et de façon incidente dans la requête introductive d'instance à un ordre d'enrôlement des policiers réservistes et cela sans fournir des explications concrètes quant au contexte d'un tel enrôlement et en quoi sa vie ou son intégrité physique seraient en danger de ce fait en cas de retour en Géorgie, étant insuffisante pour retenir qu'il risque des persécutions, respectivement des atteintes graves en cas de retour de son pays d'origine.

Force est, ensuite, au tribunal de constater que les critiques en termes d'accès aux soins de santé invoqués par le demandeur, en l'occurrence sa déclaration qu'il n'aurait pas accès à des soins en Géorgie pour le traitement de son hépatite C, outre le fait de rester à l'état de pures allégations pour n'être appuyés par aucun élément de preuve tangible, tel un certificat médical, ni par des éléments concrets de son vécu personnel, notamment quant aux démarches infructueuses qu'il aurait entamées à cet égard auprès des autorités géorgiennes, ne sauraient justifier l'octroi du statut de réfugié pour ne pas être fondés sur un des critères de la Convention de Genève, respectivement de l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015.

De même, de telles considérations ne sauraient pas non plus fonder une demande en obtention du statut conféré par la protection subsidiaire, dans la mesure où l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 se réfère à des traitements ou des sanctions « *infligées* », tandis que l'article 39 de la même loi énumère les acteurs de persécution et d'atteintes graves, de sorte à nécessiter une intervention, une responsabilité humaine et à exclure de son champ d'application l'éventualité d'atteintes graves lorsqu'aucun auteur ne peut en être tenu responsable. Dans ces conditions, l'invocation de problèmes de santé, en rapport avec l'hépatite C dont le demandeur soutient être atteint, à eux seuls, en l'absence de toute circonstance permettant de déduire qu'elles aient été infligées ou résulteraient d'une intervention directe ou indirecte humaine, ne constituent pas un motif valable d'obtenir la protection subsidiaire au sens de la loi du 18 décembre 2015.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours sous examen est à déclarer manifestement infondé et que Monsieur ... est à débouter de sa demande de protection internationale.

3) Quant au recours visant la décision ministérielle portant ordre de quitter le territoire

Il convient de relever qu'aux termes de l'article 34, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. [...]* ». En vertu de l'article 2 q) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la *décision* du ministre visée à l'article 34, paragraphe (2), précité, est une *décision négative*, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Dans la mesure où la soussignée vient de retenir que le recours dirigé contre le refus d'une protection internationale est manifestement infondé et que partant c'est à juste titre que le ministre a rejeté la demande de protection internationale du demandeur, impliquant qu'il a à bon droit pu retenir que le retour de celui-ci dans son pays d'origine ne l'expose pas à des conséquences graves, il a également valablement pu assortir cette décision d'un ordre de quitter le territoire.

Il s'ensuit et à défaut d'autre moyen que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est à son tour à rejeter comme étant manifestement infondé.

Par ces motifs,

le juge au tribunal administratif, en remplacement du vice-président présidant la première chambre, statuant contradictoirement :

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 26 janvier 2021 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre le refus d'une protection internationale et contre l'ordre de quitter le territoire ;

au fond, déclare le recours dirigé contre les trois décisions déférées manifestement infondé et en déboute ;

déboute le demandeur de sa demande d'octroi du statut conféré par la protection internationale ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 8 mars 2021, par la soussignée Carine Reinesch, juge au tribunal administratif, en remplacement du vice-président présidant la première chambre, en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani.

s. Carine Reinesch

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 8 mars 2021
Le greffier du tribunal administratif